

Ces petits territoires veulent se faire entendre

Autour de Redon, treize communautés de communes créent une association. Le but ? Réussir à avoir une voix, une vision commune face aux métropoles, aux Régions ou à l'État.

L'initiative

Comment dialoguer avec l'État, les Régions, les métropoles quand on représente un petit territoire ? Autour de Redon, treize présidents de communautés de communes, représentant 570 000 habitants, pensent avoir trouvé la solution : parler d'une seule voix à travers une association, en cours de création. « Elle va nous permettre de développer une vision commune. La nôtre, pas celle de Rennes, Nantes ou Paris », se réjouit Jean-François Mary, à la tête de Redon agglomération.

Car le cœur du problème est bien là : seuls, ces élus ne parviennent pas à se faire entendre. « L'État doit arrêter de considérer les grosses machines comme leur premier interlocuteur », affirme Claire Theveniau, la présidente de la Région de Nozay, la plus petite des communautés de communes de Loire-Atlantique. « Dans cette instance, on peut partager nos préoccupations, faire remonter nos problèmes. Il y a une écoute qu'on ne trouve pas ailleurs », constate Bernard Ethoré, à la tête de la communauté de communes de Brocéliande.

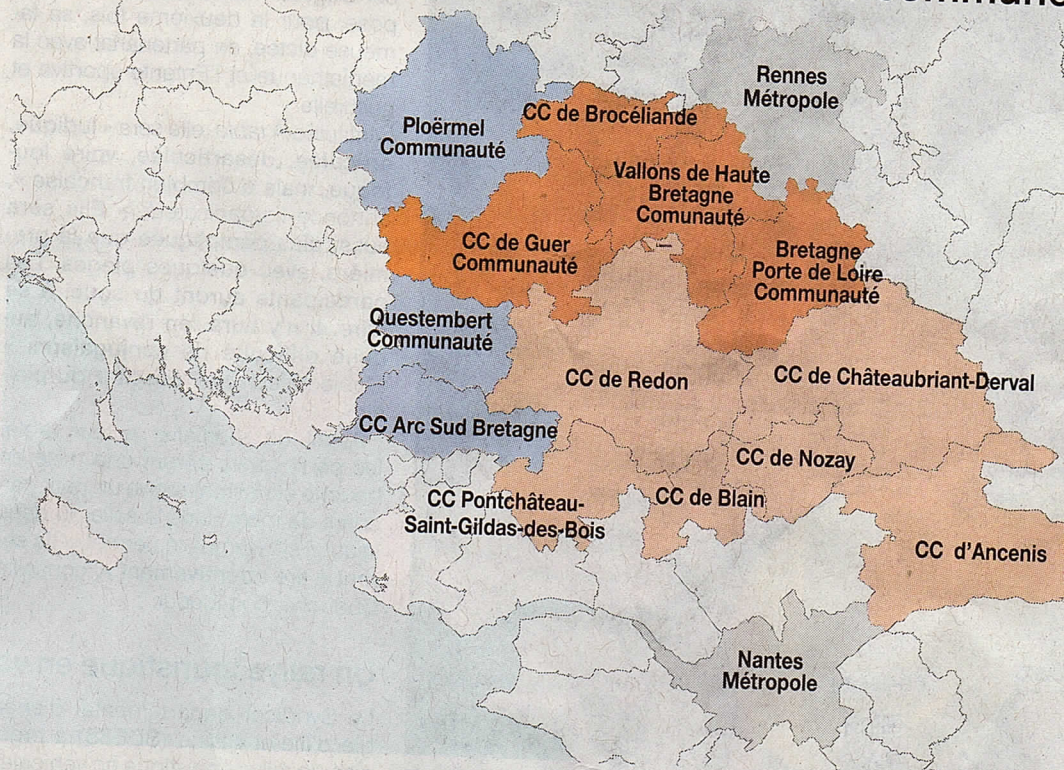
« Il faut se rassembler »

« Il faut qu'on existe et donc qu'on soit force de proposition », souligne Jean-Luc Bléher, président de l'Oust à Brocéliande communauté. L'association portera des projets communs et fera la promotion du territoire.

Sa création est liée à l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et à « l'engagement de l'État de compenser ce projet en accompagnant les territoires », explique Yves Daniel, député de Loire-Atlantique (Châteaubriant). On veut profiter de cette opportunité pour construire ensemble un projet intermétropolitain par, pour et avec notre territoire ».

Les trois députés La République en Marche des circonscriptions concernées soutiennent et accompagnent la démarche. « Tout est parti d'un constat : les métropoles saturent sur des aspects d'environnement et de mobilité », commence Gaël Le Bohec (Redon). « Nous avons me-

Face aux métropoles, 13 communautés de communes



suré ce déséquilibre entre les territoires ruraux et urbains et pris l'initiative de rassembler ces élus. On a envie de parler de tout le potentiel qu'on a, de l'énergie positive qui se dégage du terrain. Pour cela, il faut se rassembler », poursuit Yves Daniel.

Pour le Morbihannais Paul Molac (Ploërmel), les choses sont en train de changer : « Jusqu'ici, les villes irriguaient le restant des territoires. Aujourd'hui, on construit de nouveaux modèles, on passe à des logiques horizontales. »

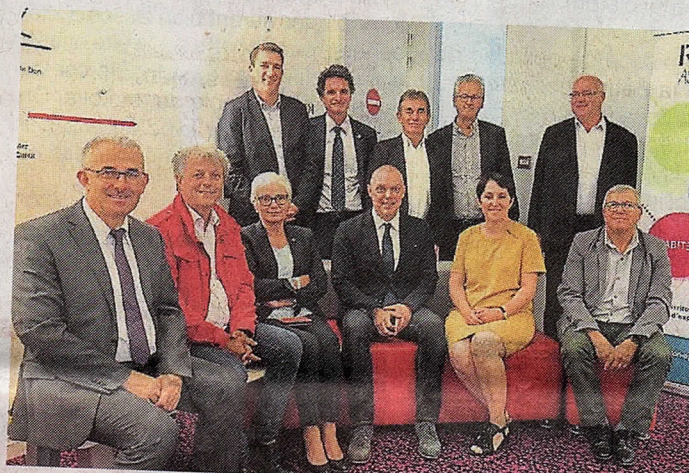
Un projet innovant

Nationalement, l'initiative a déjà été repérée. « Ces territoires innovent en matière de gouvernance », soulignait ainsi Francis Rol-Tanguy, de la Cour des comptes, dans son rapport sur les mobilités du Grand Ouest.

Hier, à Redon, le député du Vaucluse Jean-François Cesarini (LREM) est venu apporter ses conseils. « La majorité des Français n'habite pas dans les métropoles. L'idée

n'est pas de leur faire la guerre, mais bien de voir comment collaborer pour pouvoir les regarder d'égal à égal, détaille l'auteur d'un rapport sur la décentralisation en faveur du développement des territoires. Pour

cela, il faudra mettre e thématiques spécifiques, porter une identité France. »



Les treize présidents de communautés de communes autour de Redon, que les trois députés (LREM) Gaël Le Bohec, Paul Molac et Yves Daniel ont reçu, hier, le député LREM Jean-François Cesarini, auteur d'un rapport sur la décentralisation en faveur du développement des territoires.